HAL
open science

La présidentielle vue d'Italie

Manlio Cinalli, Giuseppe Germano Sacco

To cite this version:

Manlio Cinalli, Giuseppe Germano Sacco. La présidentielle vue d'Italie : les réactions de la société et du système politique. [Rapport de recherche] CEVIPOF. 2012. hal-03473858

HAL Id: hal-03473858

https://sciencespo.hal.science/hal-03473858

Submitted on 10 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Elections 2012

Vues d'ailleurs

La présidentielle vue d'Italie : les réactions de la société et du système politique

N°4
Mars 2012

Manlio Cinalli
Chargé de recherche FNSP
Giuseppe Sacco
Professeur des Universités à la Sapienza - Rome

www.cevipof.com

SciencesPo. | CEVIPOF CNRS Centre de recherches politiques

N°4
Mars 2012

Manlio Cinalli
Chargé de recherche FNSP
Giuseppe Sacco
Professeur des Universités à la Sapienza - Rome

La présidentielle vue d'Italie : les réactions de la société et du système politique

Au moins deux perspectives différentes sont nécessaires pour se faire une idée de la manière dont l'élection présidentielle française peut être lue depuis l'Italie. Il y a d'abord l'attention que la société dans son ensemble porte à ce qui se passe en France dans des domaines comme l'immigration, la performance économique et l'évolution de l'État social, qui touchent les deux pays de façon analogue. Il y a ensuite l'intérêt que les autorités italiennes vouent aux événements français quant à leurs conséquences possibles sur les rapports bilatéraux et sur les grands équilibres européens.

On considère ici l'importance de l'élection présidentielle française aux yeux des différents acteurs qui se mobilisent par delà la sphère des élites politiques. On verra ensuite ses implications sur la politique italienne.

1/ L'espace public

En Italie, les pouvoirs publics et les partis qui leur accordent leur soutien ne sont pas les seuls observateurs intéressés par l'actualité internationale. Au contraire, les acteurs économiques sociaux y jouent un grand rôle[1]. C'est par une multiplicité d'initiatives et de rapports que se consomme chaque jour un mariage franco-italien désormais évident. Au-delà de l'anecdote du mariage de Carla Bruni et de Nicolas Sarkozy, il y a ce grand nombre d'unions de raison, souvent de convenance, parfois même forcées, de bagarres et de réconciliations qui ont eu lieu ces dernières années, comme Enel-Suez, BNL-BNP, Edison, Mediobanca, Alitalia, Parmalat, Fiat Ferroviaria, Breda, etc.

En dehors de ces controverses dans lesquelles entrent acteurs économiques et lobbies, il faut également prendre en compte les mobilisations inspirées par des mouvements, ONG ou acteurs de la société civile, tels que les protestations italiennes contre l'initiative de Nicolas Sarkozy envers les Roms ou les usages qui ont été faits, en les combinant, des cas Dominique Strauss-Kahn et Silvio Berlusconi. On pourrait mentionner l'entente croissante entre les extrêmes droites, très visible lors d'un voyage de Marine Le Pen en Italie.

D'ailleurs, on constate un intérêt accru pour la présidentielle dans de larges secteurs de la société italienne ainsi que dans les principaux media qui l'influencent, et – à un certain degré – la représentent. À l'occasion des primaires socialistes et du vrai début de la campagne, c'est surtout le « peuple de gauche » qui a discuté le plus de cette étape fondamentale dans le choix

[1]SACCO (Giuseppe), 'La politica estera tra stato e società', *Prospettive settanta*, vol. 2, 1980.

du candidat socialiste, car, depuis 2005, les consultations primaires ont été présentées par la gauche italienne comme la preuve et le symbole de son renouvellement[2]. Ensuite, les journaux proches de la gauche italienne, comme La Repubblica ou L'Espresso, donnent de vrais signes d'intérêt à l'occasion d'événements particuliers, comme les propos de François Hollande au sujet d'une nouvelle étape dans le nucléaire mais fournissent peu de vraie information sur le programme politique du candidat socialiste.

Les idées et les propositions des deux candidats à l'Élysée reçoivent, au contraire, plus d'attention dans l'opinion et les médias de droite. Dans ceux qui sont plus liés au monde de l'entreprise et plus favorables au programme de Mario Monti, tel que le Corriere della Sera, il est en effet possible de lire des critiques sans merci des résultats que donnerait la ligne proposée par François Hollande, défini sans ménagement comme un « irresponsable » ne proposant que de nouvelles dépenses[3]. La posture de la base sociale qui a soutenu Silvio Berlusconi pendant près de vingt ans est intéressante. À part un désintérêt parfois méprisant pour le candidat socialiste qui s'explique bien par leur traditionnel anticommunisme[4], ces milieux ne montrent que du ressentiment vis-à-vis du peu diplomatique humour du président français à l'endroit de Silvio Berlusconi, lors de la conférence de presse à l'issue du Conseil de l'Europe à Bruxelles en octobre dernier et l'espoir à peine caché de voir Nicolas Sarkozy mordre la poussière.

2/ Les élites politiques

Comme cela a été dit plus haut, pour se faire une idée complète de la manière dont la présidentielle française est vue d'Italie, il faut aussi examiner le duel électoral au prisme des intérêts électoraux et des équilibres entre les forces politiques de gouvernement. Depuis l'arrivée de Mario Monti aux commandes de l'Italie en novembre 2011, l'attitude des élites politiques a beaucoup changé par rapport à ce qu'elle était avant la démission de Silvio Berlusconi. On peut en effet bien imaginer l'indifférence que manifesterait Silvio Berlusconi, s'il était encore là, pour le destin de Nicolas Sarkozy. La politique européenne est, au contraire, un domaine prioritaire, sinon le principal domaine d'action, du gouvernement Monti, qui a eu comme cible dans son agenda la reconquête, avec le soutien de l'Europe, de la confiance des marchés, en relation avec la stratégie allemande de sauver l'Euro et de faire face à la crise économique globale par le biais de « comptables d'excellence »[5].

---

[2] PASQUINO (Gianfranco), 'Democrazia, partiti, primarie', *Quaderni dell'Osservatorio Elettorale*, n° 55, giugno 2006, p. 21-39 [ISSN 0392-6753].
http://www.regione.toscana.it/regione/multimedia/RT/documents/2010/03/08/23c68ea78acbe64c4f05174b905542f7_notaq55.pdf
Voir aussi BORDIGNON (Fabio) et DIAMANTI (Ilvo), 'La mobilitazione inattesa: le primarie del centrosinistra: geografia, politica e sociologia', *Quaderni dell'Osservatorio Elettorale*, n° 55, giugno 2006, p. 63-89 [ISSN 0392-6753].
http://www.regione.toscana.it/regione/multimedia/RT/documents/2010/03/08/ebe137838a81fdbf74ec699004cd0a73_lamobilitazioneinattesaq55.pdf

[3] ALESINA (Alberto) et GIAVAZZI (Francesco), 'Spendere meno non è impossibile', *Corriere della Sera*, 30 janvier 2012. [ISSN 1120-4982]
http://www.igier.unibocconi.it/files/30012012.pdf

[4] LAZAR (Marc), *L'Italie sur le fil du rasoir : changements et continuités de l'Italie contemporaine*, Paris, Perrin, 2008, 187 p. [ISBN 978-2-262-02947-0]

[5] BECK (Ulrich), "Europe's Crisis is an Opportunity for Democracy", *The Guardian*, 28 novembre 2011.
http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2011/nov/28/europe-crisis-opportunity-democracy/print

C'est pour cela que le duel présidentiel suscite un certain intérêt dans la classe politique italienne, tout en provoquant un petit paradoxe pour les difficiles équilibres gauche-droite dans la Péninsule. Car Nicolas Sarkozy président est aujourd'hui nécessaire à Mario Monti en Europe comme il l'est à Angela Merkel en Allemagne. Avec une conséquence étonnante : c'est-à-dire que le PD (le parti de gauche qui dispose de la majorité relative en Italie) donne à Mario Monti un soutien parlementaire décisif, se plaçant dans une position indirectement contradictoire aux intérêts de la campagne de François Hollande. On comprend ainsi les raisons qui se cachent derrière l'indisponibilité de Mario Monti pour rencontrer François Hollande, lors de la visite de ce dernier en Italie au mois de décembre : une froideur qui l'a fait apparaître comme le précurseur d'un plus large ostracisme international dont le candidat socialiste paraît aujourd'hui faire l'objet[6].

Bref, le gouvernement italien, en ne prenant pas une position explicite en faveur du président sortant, a en réalité de très fortes raisons euro-systémiques de préférer sa réélection, des raisons assez semblables à celles de la chancelière allemande. Alors qu'Angela Merkel ne craint pas d'afficher ouvertement son soutien au président français au nom d'une réconciliation entre les deux nations, mais aussi pour protéger l'axe franco-allemand comme cheville ouvrière d'un moteur européen à remettre au point, dans la solidarité implicite du gouvernement italien envers Nicolas Sarkozy joue aussi le fait que la continuité de la monnaie commune est considérée comme essentielle pour sortir l'Italie de la stagnation et pour gérer sa dette internationale. Bref, une autre contrainte, très précise et immédiate, nourrit l'intérêt pour la défaite de François Hollande et de son programme.

Finalement, on peut deviner, derrière le duel français, une recomposition des attitudes des élites politiques autour des nouveaux clivages spécifiquement européens. Alors que, jusqu'ici, la science politique insistait sur la carence d'une sphère publique européenne, un vrai paradoxe semble prendre corps. Celui d'élections nationales menées dans un affrontement réellement européen : pour une Union tournée vers l'austérité des budgets, ou pour une Union prête à prendre plus de risques budgétaires par le biais de décisions plus politiques à Bruxelles. À l'émergence d'une nouvelle alliance des conservateurs européens, François Hollande répond lui-même par une tournée européenne entre Madrid, Bruxelles, Berlin, Rome, Londres et Varsovie, avec l'intention de signer à Paris un manifeste de la gauche européenne. Vue d'ailleurs, l'élection présidentielle semble nous montrer que des développements pour le futur de la responsabilité démocratique dans l'Union européenne sont aujourd'hui à rechercher dans l'État national, et dans la vie politique interne à chacun des états européens[7].

[6] GATHMAN (Florian) und VON TOHR (Mathieu), "Merkels Wahlkampfhilfe für Sarkozy, Angriff auf Hollande", *Der Spiegel*, 5 Marzo 2012. [ISSN 0038-7452]
http://www.spiegel.de/politik/deutschland/0,1518,819370,00.html

[7] HIX (Simon), NOURY (Abdul) and ROLAND (Gérard), *Democratic Politics in the European Parliament*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, 242 p. [ISBN 978-0-521-69460-5]

Pour aller plus loin :

> BARTOLINI (Stefano), *Restructuring Europe: Centre Formation, System Building and Political Structuring between the Nation-State and the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 2007, 415 p. [ISBN 978-0-19-923187-4]

> DIAMANTI (Ilvo), *Bianco, rosso, verde… e azzurro: mappe e colori dell'Italia politica*, Bologna, Il Mulino, Contemporanea, 2003, 181 p. [ISBN 978-88-15-08756-0]

> LAZAR (Marc), *L'Italie à la dérive : le moment Berlusconi*, Paris, Perrin, 2006, 156 p. [ISBN 978-2-262-02447-5]

> SACCO (Giuseppe), *Critica del Nuovo Secolo*, Rome, Luiss University Press, Attualità, 2008, 870 p. [ISBN 978-88-6105-085-3]